

Juriguide. The English Translation follows below the French Article

Détention provisoire : les limites d'une mesure « garde-fou »

8 mars 2021

Adoptée en première lecture mercredi 27 janvier par le Sénat, la réforme de la justice voulue par Eric Dupond-Moretti prévoit une diminution drastique du recours à la détention provisoire, qui concerne actuellement 80 % des mineurs incarcérés. Un peu partout dans le monde, des voix se font entendre pour protester contre cette mesure qui consiste à emprisonner des justiciables pourtant innocents aux yeux de la loi, puisque toujours dans l'attente de leur procès. Aux Etats-Unis, le cas Ghislaine Maxwell témoigne des dérives possibles de la détention provisoire : l'ex-collaboratrice de Jeffrey Epstein serait, selon son frère, littéralement « torturée » dans sa cellule, alors que rien ne semble s'opposer à sa libération sous caution en attendant que s'ouvre son procès.

Ghislaine Maxwell, symbole des dérives de la détention provisoire

Dans *Surveiller et Punir*, Michel Foucault se propose d'étudier les conditions ayant permis l'émergence historique de la prison comme moyen universel de punition et de redressement. Le philosophe se demande pourquoi l'enfermement nous apparaît comme la solution évidente lorsqu'il s'agit d'empêcher de nuire un individu, alors que l'épaisseur historique dont jouit la prison, au moins sous sa forme actuelle, est une illusion ? La question des alternatives à la prison se pose avant d'autant plus de forces concernant la détention provisoire, puisque la prison s'impose ici à des personnes dont le procès n'a pas encore eu lieu.

Présumés innocents, ces prévenus n'en sont pas moins plongés dans les mêmes conditions carcérales que l'ordinaire des détenus. Ces conditions peuvent être particulièrement inhumaines, comme en témoigne le cas Ghislaine Maxwell. Fille du magnat de la presse britannique Robert Maxwell, Ghislaine Maxwell est inculpée de « trafic de mineures » au profit du milliardaire Jeffrey Epstein, retrouvé pendu dans sa cellule de la prison de Manhattan le 10 août 2019 avant d'avoir pu révéler ses secrets. Elle est incarcérée au Metropolitan Detention Center à New York, dans l'attente de son procès prévu en juillet 2021.

La jet-setteuse a-t-elle réellement joué un rôle prépondérant dans l'organisation d'un vaste réseau d'exploitation d'adolescentes pour le compte de son richissime ami ? Pas selon son frère, qui pointe dans *Paris Match* l'absence de preuves avérées et de faits tangibles, dénonce une cabale médiatique et déplore que « la justice américaine a (...) besoin d'une personne qui paie pour les crimes d'Epstein ». Surtout, Ian Maxwell ne s'explique pas pourquoi sa sœur est maintenue en détention, alors qu'elle vient de déposer une troisième demande de libération sous caution, ayant réussi à récolter 28,5 millions de dollars. Les juges redoutent-ils qu'elle profite de sa sortie de prison pour se volatiliser ? Pour les rassurer, Ghislaine Maxwell a pourtant proposé de renoncer à ses nationalités française et britannique et de ne conserver que son passeport américain, afin de ne pouvoir quitter le territoire.

Mais si le cas Ghislaine Maxwell est emblématique des abus rendus possibles par la détention provisoire, c'est avant tout par la cruauté du traitement qui, selon son frère, lui serait infligé : « *Ghislaine est torturée, je pèse mes mots. Ses conditions de détention sont indignes. La nuit, une lampe éclaire sa cellule toutes les quinze minutes, elle n'a pas dormi correctement depuis dix mois. Elle ne boit que l'eau marron foncé du robinet, sa nourriture est à peine comestible. Ses gardiens ont interdiction de lui adresser la parole, ils lui assignent des tâches dégradantes, la forçant à broser le sol, ou lui enfoncent leurs doigts dans la bouche. Elle a perdu 10 kilos, ses cheveux tombent, sa vision a beaucoup chuté. Son état physique est terrifiant. Ses geôliers la retiennent dans un donjon pour la briser.* »

Conditions de détention indignes

Si Ghislaine Maxwell souffre de la solitude, ne possédant même pas d'accès à Internet pour préparer sa défense, il n'en va pas de même pour les 20 000 personnes placées en détention provisoire sur le sol français, endurant au contraire un excès de promiscuité. Devant le Conseil de l'Europe, le 31 octobre 2017, Emmanuel Macron, dans un éclair de lucidité, affirmait que « *la France ne peut pas être fière des conditions dans lesquelles un certain nombre de personnes sont détenues sur son territoire, du fait d'une surpopulation chronique, avec un taux d'occupation qui, en moyenne, s'élève à 139 %* ». La situation ne s'est pas arrangée avec le temps. Au 1^{er} décembre 2020, la densité carcérale atteignait 183,9% à la maison d'arrêt de Béthune, 178% à celle de Bordeaux-Gradignan et 161,6% à Villepinte. Dans 72 établissements sur 188, le taux d'occupation était supérieur à 120%. A la même date, 654 prisonniers dormaient sur des matelas posés au sol.

Indignes, ces conditions d'incarcération le sont tout particulièrement à l'encontre des personnes placées en détention provisoire, dont il n'est pas certain qu'elles seront condamnées à une peine de prison ferme. En France, ces personnes sont environ 20 000, soit un tiers de la population carcérale. De quoi motiver des arrêts de la chambre criminelle de la Cour de cassation qui, le 8 juillet 2020, a pour la première fois admis que la détention provisoire devait cesser lorsque les conditions de détention étaient contraires à la dignité humaine.

Le recours à cette mesure est d'autant moins justifié que **des alternatives existent**. Le contrôle judiciaire, par exemple, qui implique le respect de diverses obligations ou interdictions fixées par le juge, comme des limitations de la liberté d'aller et venir (interdiction de sortir de certaines limites territoriales, de s'absenter de son domicile, de se rendre dans certains lieux déterminés, obligation de remettre son passeport, etc.); des mesures de surveillance (obligation de se rendre de façon périodique au commissariat, interdiction d'entrer en contact avec certaines personnes, etc.) ou encore des interdictions

diverses (interdiction de conduire un véhicule, de détenir une arme, d'exercer certaines activités professionnelles ou sociales, etc.). Pensons également à l'assignation à résidence avec surveillance électronique (ARSE), qui suppose de rester à domicile et de porter à la cheville un bracelet électronique.

S'il n'est pas question d'affirmer que, contrairement aux détenus provisoires, les personnes condamnées méritent les conditions dégradantes dans lesquelles elles sont incarcérées, les premiers devraient pourtant pouvoir bénéficier d'alternatives à la prison le plus souvent possible, dans la mesure où ils demeureront peut-être innocents aux yeux de la justice, une fois leur procès passé.

Via Google Translate

Juriguide

Pre-trial detention: the limits of a "safeguard" measure

March 8, 2021

Adopted at first reading on Wednesday January 27 by the Senate, the justice reform desired by Eric Dupond-Moretti provides for a drastic reduction in the use of pre-trial detention, of which 80% of those incarcerated, are minors. All over the world, voices are being heard to protest against this measure, which consists of imprisoning people who are innocent in the eyes of the law, since they are still awaiting trial. In the United States, the Ghislaine Maxwell case testifies to the possible abuses of pre-trial detention: the former associate of Jeffrey Epstein would, according to her brother, literally be "tortured" in her cell, while nothing seems to oppose her release on bail pending trial.

Ghislaine Maxwell, symbol of the excesses of pre-trial detention

In *Surveiller et Punir*, ["Monitor and Punish", Michel Foucault sets out to study the conditions that allowed the historical emergence of prison as a universal means of punishment and redress. The philosopher wonders why confinement seems to us the obvious solution when it comes to preventing harm to an individual, when the historical heft of the role played by prison, at least in its current form, is an illusion? The question of alternatives to prison arises with all the more force concerning pre-trial detention, since prison is imposed here on people whose trial has not yet taken place.

Presumed innocent, these defendants are nonetheless plunged into the same prison conditions as ordinary prisoners. These conditions can be particularly inhumane, as witnessed by the Ghislaine Maxwell case. Daughter of British press magnate Robert Maxwell, Ghislaine Maxwell

is charged with "trafficking minors" for the benefit of billionaire Jeffrey Epstein, who was found hanged in his cell in Manhattan prison on August 10, 2019 before being able to reveal his secrets. She is being held at the Metropolitan Detention Center in New York City, awaiting trial scheduled for July 2021.

Did the jet-setter really play a leading role in organizing a vast network of exploitation of teenage girls on behalf of her wealthy friend? Not according to her brother, who points out in Paris Match the absence of proven evidence and tangible facts, denounces a media cabal and deplores that "American justice (...) needs a person who pays for Epstein's crimes". Above all, Ian Maxwell cannot explain why his sister is being held in custody, after she has just filed a third bail application, having managed to raise \$ 28.5 million. Are the judges afraid that she will use her release from prison to vanish into thin air? To reassure them, Ghislaine Maxwell nevertheless proposed to renounce her French and British nationality and to keep only her American passport, so as not to be able to leave the territory.

But if the Ghislaine Maxwell case is emblematic of the abuses made possible by pre-trial detention, it is above all because of the cruel treatment which, according to her brother, is being inflicted on her: "Ghislaine is being tortured, I am weighing my words. Her conditions of detention are appalling. At night, a lamp lights up her cell every fifteen minutes, she has not slept properly for ten months. She only drinks dark brown tap water, her food is barely edible. Her guards are forbidden to speak to her, they assign her degrading tasks, forcing her to brush the ground, or stick their fingers in her mouth. She has lost 10 kilos, her hair is falling out, her vision has dropped a lot. Her physical condition is terrifying. Her jailers keep her in a dungeon to break her."

Unworthy conditions of detention

If Ghislaine Maxwell suffers from loneliness, not even having access to the Internet to prepare her defense, the same is not true for the 20,000 people placed in pre-trial detention on French soil, enduring on the contrary an excess of promiscuity. Before the Council of Europe, on October 31, 2017, Emmanuel Macron, in a flash of lucidity, affirmed that "France cannot be proud of the conditions in which a certain number of people are detained on its territory, due to 'chronic overcrowding, with an occupancy rate which, on average, stands at 139%' ". The situation has not improved over time. On December 1, 2020, prison density reached 183.9% at the Béthune Remand Center, 178% at Bordeaux-Gradignan and 161.6% in Villepinte. In 72 out of 188 establishments, the occupancy rate was over 120%. On the same date, 654 prisoners were sleeping on mattresses placed on the floor.

These conditions of imprisonment are unworthy and particularly so against those placed in pre-trial detention, for whom it is not certain that they will be sentenced to a prison sentence. In France, these people number around 20,000, or a third of the prison population. What motivates the judgments of the criminal chamber of the Court of Cassation [akin to the Supreme Court in the USA] which, on July 8, 2020, for the first time admitted that pre-trial detention should end when the conditions of detention were contrary to human dignity.

The use of this measure is all the less justified as there are alternatives. Judicial control, for example, which implies compliance with various obligations or prohibitions set by the judge, such as limitations on the freedom to come and go (prohibition to leave certain territorial limits, to be away from one's home, to go to certain specific places, the obligation to hand in your passport, etc.); surveillance measures (obligation to go periodically to the police station, prohibition to come into contact with certain people, etc.) or various prohibitions (prohibition to drive a vehicle, to own or handle a weapon, to exercise certain activities professional or social, etc.). Let us also think of house arrest with electronic surveillance (ASS), which involves staying at home and wearing an electronic bracelet on your ankle.

While there is no question of asserting that, unlike provisional prisoners, convicted persons deserve the degrading conditions in which they are imprisoned, the former should nevertheless be able to benefit from alternatives to prison as often as possible, to the extent that they remain innocent in the eyes of justice until and unless they are proven guilty at trial.